



Liberté – Egalité – Fraternité

REPUBLIQUE FRANCAISE

## **PREFECTURE du CALVADOS**

**Direction Départementale des  
Affaires Sanitaires et Sociales**

Santé-Environnement

### **SYNDICAT D'ALIMENTATION EAU POTABLE DE LA LAIZE**

**Source des Houilles à TOURNEBU**

---

#### **ARRETE PREFECTORAL**

- **Portant Déclaration d'Utilité Publique de l'instauration des périmètres de protection et de l'institution des servitudes d'utilité publique,**
- **Portant autorisation de prélèvement au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,**
- **Portant autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine au titre de l'article L 1321-7 du Code de la Santé Publique..**

-----  
Le Préfet de la Région de Basse Normandie,  
Préfet du Calvados  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment le livre III – titre II – chapitre I relatif aux eaux destinées à la consommation humaine notamment ses articles L 1321-1 à L 1321-10 et R 1321-1 à D 1321-105,

**VU** le Code de l'Environnement le livre II, titre I<sup>er</sup> relatif aux eaux et milieu aquatique notamment son article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-3,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

**VU** la loi n° 2002- 276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

**VU** le décret n° 76-432 du 14 mai 1976 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité,

VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés, exceptionnellement prorogés par l'article 5 du décret n°2006-881 du 17 juillet 2006, relatifs aux procédures d'autorisation, de déclaration et à la nomenclature de ces opérations, pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,

VU le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

VU le décret n° 96-540 du 12 juin 1996 relatif au déversement et à l'épandage des effluents d'exploitations agricoles,

VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

VU le décret n° 2002-1341 du 5 novembre 2002 relatif à la désignation et à l'indemnisation des commissaires-enquêteurs,

VU le décret n°2003-869 du 11 septembre 2003 instituant l'extension des zones de répartition des eaux instituées par le décret n°94-354 du 29 avril 1994,

VU l'arrêté interministériel du 22 novembre 1993 relatif au code de bonnes pratiques agricoles,

VU l'arrêté interministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, codifié au Code de la Santé Publique,

VU l'arrêté ministériel du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L 253-1 du Code Rural,

VU les arrêtés du Préfet de la région Ile de France, Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2007 portant délimitation des zones vulnérables au titre des nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté préfectoral modifié du 28 mars 1975 réglementant le stockage de liquides inflammables sur l'ensemble du territoire du département du Calvados,

VU l'arrêté préfectoral du 28 mai 2004 relatif au 3<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 2004 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux,

VU le Règlement Sanitaire Départemental du Calvados,

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 1971 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable du syndicat intercommunal de CESNY-BOIS-HALBOUT,

VU les délibérations du Comité Syndical du syndicat d'alimentation en eau potable de la Laize en date du 23 octobre 2000 demandant l'autorisation de dériver les eaux et l'établissement des périmètres de protection pour la source des Houilles et en date du 7 mars 2005 adoptant le projet d'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique pour la source des Houilles,

VU la délibération du Comité Syndical du syndicat d'alimentation en eau potable de la Laize en date du 6 mars 2006, adoptant la charte départementale du Calvados pour la mise en œuvre des nouveaux points d'eau et des périmètres de protection,

VU le dossier constitué en vue d'obtenir les autorisations sollicitées,  
VU le rapport en date du 15 février 2003 de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, modifié et complété le 6 avril 2004,

VU le dossier des enquêtes publique et parcellaire à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2008, en vue de la déclaration d'utilité publique de la dérivation et l'établissement des périmètres de protection,

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 8 janvier 2009,

VU les avis exprimés pendant la consultation administrative interservices,

VU le rapport de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 24 mars 2009,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 21 avril 2009,

Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par l'article R 11-2 du Code de l'Expropriation,

Considérant la nécessité de préserver le point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine des risques de pollution,

Sur proposition du Secrétaire Général,

## **ARRETE**

### **Section I Déclaration d'utilité publique**

#### **ARTICLE 1- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Est déclaré d'utilité publique dans un but d'intérêt général :

- l'établissement des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de la source des Houilles - indice de classement national 0146-5X-0066 située sur la commune de TOURNEBU, parcelle section ZE n°9, d'une superficie de 250 m<sup>2</sup>, appartenant au Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Laize et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau.

### **Section II Autorisation de prélever au titre de la loi sur l'eau**

#### **ARTICLE 2 – FORMULATION DE LA DECISION**

L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation, en date du 10 novembre 1971, autorisant à dériver les eaux souterraines de la source des Houilles, située sur la commune de TOURNEBU, vaut autorisation de prélèvement au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, conformément aux dispositions de l'article R 214-51 du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 3 – DEBIT DE CAPTAGE AUTORISE**

Le débit de captage autorisé est de 400 m<sup>3</sup>/j.

### **Section III** **Autorisation de distribuer l'eau**

#### **ARTICLE 4 – AUTORISATION DE DISTRIBUER**

L'utilisation en vue de la consommation humaine de l'eau en provenance du captage de la source des Houilles, située sur le territoire de la commune de TOURNEBU et appartenant au Syndicat d'alimentation en eau potable de la LAIZE, est autorisée.

#### **ARTICLE 5 – QUALITE DES EAUX PRELEVEES ET DISTRIBUEES**

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et les textes pris pour son application.

Les eaux devront subir un traitement de désinfection avant distribution.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Il sera procédé à des contrôles de la qualité de l'eau dans les conditions prévues par le Code de la Santé Publique.

Des dispositifs de prélèvement identifiés devront permettre de prélever l'eau brute et l'eau traitée indépendamment.

### **Section IV** **Périmètres de protection**

#### **ARTICLE 6 : PERIMETRES DE PROTECTION**

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage de la source des Houilles, dont les délimitations sont conformes aux plans et états parcellaires annexés.

##### **Article 6-1 - Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate est constitué de la parcelle cadastrée section ZE n°9 de la commune de TOURNEBU, d'une superficie de 250 m<sup>2</sup>.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, les dispositions suivantes devront être respectées :

Le périmètre de protection immédiate a été acquis et clôturé par la collectivité. La clôture qui entoure ce périmètre de protection devra être entretenue et réparée chaque fois que l'on aura constaté une dégradation de son efficacité. La porte d'accès à l'enceinte devra être condamnée en permanence.

Cette zone ainsi que l'ensemble des ouvrages doivent être entretenus, maintenus en parfait état de propreté, la végétation régulièrement fauchée. L'utilisation d'engrais, de désherbants ou de produits de traitement ainsi que le brûlage des herbes sont exclus.

La culture et le pacage des animaux sont interdits dans l'enceinte du périmètre de protection immédiate ainsi que tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau qui, lui-même, devra être aménagé de façon à ne pas provoquer de pollution de l'ouvrage.

Toute stagnation d'eau devra être évitée.

Toutes dispositions techniques doivent être prises pour détourner les fossés, les eaux de ruissellement à l'extérieur du périmètre enclos.

Une publicité informant de la nature spécifique de l'enclos est recommandée, afin de prévenir les actes involontaires de dégradation.

## **Article 6-2 - Périmètre de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée est subdivisé en deux zones distinctes : une zone centrale et une zone périphérique.

**Dans la zone centrale**, les dispositions suivantes devront être strictement appliquées:

- a) Les parcelles cultivées devront être converties en prairies permanentes ; le maintien des pépinières existantes (partie des parcelles ZC n° 18a et 18b, 37 et 38) est autorisé,
- b) Le stockage aux champs de déjections animales (et assimilées), de produit fertilisant et phytosanitaire, est interdit,
- c) Le drainage agricole est interdit.

**Dans la zone centrale et la zone périphérique**, les dispositions de la réglementation générale sont complétées par les prescriptions suivantes :

### **1 – INTERDICTIONS**

#### **1.1 - Interdictions relatives aux installations, aux activités, aux dépôts et aux équipements**

**1.1.1-** Toute implantation nouvelle d'installations classées, sauf celles visées au 2.1 du présent article, et toute création d'activités qui présenteraient un danger d'altération des eaux par la nature des produits utilisés et des eaux résiduaires ou qui n'offriraient pas de garanties suffisantes d'étanchéité. En pratique, seront interdites les zones dites "d'activités",

**1.1.2 -** Ouverture de carrières, à ciel ouvert ou de galeries d'extraction ou d'aires d'emprunt de matériaux,

**1.1.3 --** Installations d'enfouissement technique (classe I ou classe II) et tous autres stockages de déchets susceptibles de renfermer des substances radioactives,

**1.1.4 -** Creusements de puits, forages ou ouvrages pour prélèvement d'eau souterraine à l'exception de ceux destinés à l'alimentation en eau potable des collectivités publiques,

**1.1.5 -** Rejet d' eaux pluviales ou d'eau issue d'une pompe à chaleur dans un puisard, un puits dit filtrant, un ancien puits ainsi que toute autre structure permettant l'engouffrement des fluides,

**1.1.6 -** Création de mares, abreuvoirs naturels, étangs, nouveaux plans d'eau ainsi que l'implantation de robinets d'herbages à une distance inférieure à 100 mètres des clôtures du périmètre de protection immédiate,

**1.1.7 -** Dépôts et épandages de matières de vidanges, de boues de stations d'épuration, de matières organiques fermentescibles et de déchets de toute nature (autres que ceux visés au 2.1.1 du présent article) ainsi que les installations de fabrication de compost.

Les dépôts de déchets et matériels divers, situés à proximité du captage sur la parcelle ZC n°56, devront être nettoyés et définitivement supprimés.

**1.1.8 –** Nouveaux élevages porcins de plein air,

**1.1.9 –** Création et extension de cimetières,

**1.1.10 –** Retournement des prairies permanentes.

#### **1.2 - Interdictions relatives aux équipements publics (voiries, canalisations, fossés), aux équipements à destination du public et à la prévention des ruissellements torrentiels**

**1.2.1 -** Passage de canalisations de transit de produits chimiques, d'hydrocarbures,

**1.2.2** - Dans la mesure où la traversée du périmètre de protection rapprochée s'avérerait techniquement indispensable, les canalisations d'eaux usées seront réalisées avec des matériaux permettant d'obtenir une étanchéité conforme aux normes prescrites dans le fascicule n° 70 du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés de travaux publics "*Canalisations d'assainissement et ouvrages annexes*". Avant toute mise en service, un essai d'étanchéité sera effectué.

Les canalisations existantes doivent être mises en conformité selon les mêmes critères,

**1.2.3** - Création de voies de communication nouvelles,

**1.2.4** - Création de stations d'épuration destinées au traitement des eaux usées de l'assainissement collectif y compris les lagunages,

**1.2.5** - En cas de nécessité absolue d'élargissement de voiries existantes, les équipements afférents aux ruissellements devront présenter toute garantie d'étanchéité,

**1.2.6** - L'utilisation de produits phytosanitaires (pesticides et herbicides) pour l'entretien des chemins, chaussées, bas côtés, fossés et plates-formes. L'entretien des bermes des routes devra être réalisé mécaniquement,

**1.2.7** - Campings aménagés saisonniers ou permanents, villages de vacances, aires aménagées, aires de stationnement des gens du voyage et installations analogues. Le camping ou le stationnement de caravanes pratiqué isolément ainsi que la création de terrains de camping et de caravanage ne nécessitant pas d'autorisation d'aménager au sens de l'article R 443-7 du Code de l'Urbanisme (moins de 6 emplacements ou 20 personnes au maximum) sont interdits dans un rayon de 200 mètres du point d'eau destinée à la consommation humaine,

**1.2.8** - Déboisements, suppression des friches, des talus et des haies. Les travaux d'entretien classique et d'exploitation sont autorisés. La forêt devra être maintenue.

### **1.3 – Autres interdictions**

**1.3.1** - Toutes constructions nouvelles destinées à héberger les personnes ou des activités comportant un risque de contamination des eaux dans un rayon de 100 mètres par rapport aux limites extrêmes de l'ouvrage de prélèvement sauf les annexes des installations et activités existantes qui pourront être autorisées qu'à la condition qu'elles n'apportent aucune dégradation de la situation existante au regard des risques de pollution des eaux.

Les dépendances et agrandissements restent autorisés sous réserves des dispositions attachées à l'assainissement non collectif et aux réservoirs domestiques d'hydrocarbures,

**1.3.2** - Installations de réservoirs de produits chimiques et d'hydrocarbures, sauf celles visées au 2.2.2 du présent article.

Les réservoirs existants doivent être conformes à la réglementation générale et ne pas présenter de risques potentiels de fuites. Ils devront être dotés d'une double enveloppe (s'ils sont enterrés) ou placés en fosse étanche visitable capable de recueillir la totalité de la capacité du réservoir.

## **2 – REGLEMENTATIONS**

### **2.1.- Locaux et lieux d'exercice des activités agricoles**

**2.1.1** - Création ou transformation d'installations regroupant des animaux d'élevage, notamment stabulations et équipements de traite, implantation de dépôts de fumiers et de silos à fourrage, etc....

Pour être autorisés, ils devront dépendre d'installations existantes et respecter une distance de 100 mètres par rapport au point d'eau. Les projets ne devront apporter aucune dégradation de la situation existante au regard des risques de pollution des eaux.

Dans tous les cas, les installations devront être équipées d'aires bétonnées et de fosses étanches conçues pour qu'il n'y ait aucun débordement possible qui puisse rejoindre le système d'écoulement des eaux de surface.

Les autorisations au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement devront être subordonnées à un examen approfondi de la nature du terrain d'assiette du projet et portant sur la conception des aires d'évolution ou de stockage ainsi que celle de la collecte des effluents susceptibles d'en émaner.

#### **2.1.2 - Epandages de déjections animales liquides ou solides (fumiers, lisiers, purins, fientes, etc...)**

D'une manière générale, les épandages de substances organiques liquides et solides en provenance des exploitations agricoles doivent répondre aux prescriptions générales des réglementations en vigueur, en particulier celles figurant au titre VIII du Règlement Sanitaire Départemental qui interdit notamment les épandages à moins de 35 mètres des puits, forages et sources et sur les terrains dont la pente est supérieure à 7%.

Des autorisations au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pourront être accordées sur présentation d'un dossier renfermant des plans détaillés - avec mention de la pente de chaque parcelle - et d'un calendrier prévisionnel des périodes d'épandage précisant les volumes à disperser, les quantités d'éléments fertilisants.

Ces autorisations seront subordonnées à la production d'une étude pédologique approfondie qui devra déterminer le degré de protection naturelle découlant de la nature des sols (étude élaborée sous le contrôle des administrations chargées de l'instruction des autorisations avec le concours d'un bureau d'études spécialisé).

#### **2.1.3 - Epandages d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires.**

Les épandages restent autorisés sous réserve du respect des bonnes pratiques agricoles et horticoles. Leur emploi pourra, toutefois, être limité dans le cadre d'autres réglementations ou de mesures incitatives particulières.

#### **2.1.4 – Pratiques de pâturage.**

Pour éviter la détérioration des sols, la pratique de l'affouragement permanent et du pacage excessif de gros bestiaux (la norme étant de 2,5 Unités Gros Bovin à l'hectare) devront notamment être évités dans ces zones. D'une façon générale, les exploitants sont invités à appliquer le code des bonnes pratiques agricoles.

### **2.2.- L'habitat (ancien ou à venir)**

**2.2.1 – L'élimination des eaux domestiques ayant recours à l'assainissement non-collectif devra être assurée par un système d'épandage souterrain superficiel dont la conception devra répondre aux prescriptions techniques contrôlées par la municipalité.**

Dans le cas particulier où le recours à cette technique serait matériellement impossible, une étude de conception et de dimensionnement des installations, en fonction de l'aptitude du sol à l'épuration des effluents sera présentée.

**2.2.2 – Les réservoirs individuels doivent être conformes aux dispositions de la réglementation générale et ne pas présenter de risques potentiels de fuites.**

Tous les réservoirs devant contenir des liquides inflammables devront être dotés d'une double enveloppe ou placés en fosse étanche visitable (s'ils sont enterrés) ou munis (s'ils sont aériens) d'une cuvette de rétention étanche capable de recueillir la totalité de la capacité du réservoir.

### **3 - Recommandations**

D'une manière générale, il convient d'éviter toute concentration de constructions.

## **ARTICLE 7 - APPLICATION DES REGLES PROPRES AU CLASSEMENT EN ZONE VULNERABLE DE LA PARTIE OCCIDENTALE DU DEPARTEMENT DU CALVADOS**

Sont applicables - sans être renforcées - les dispositions exécutoires découlant du classement en ZONE VULNERABLE à la pollution par les nitrates d'origine agricole.

## **ARTICLE 8 - TRAVAUX A REALISER**

Création le long de la voie communale n°2 et sur les parcelles cadastrées section ZC n° 18a, 18b, 37 et 38, d'une haie antiérosive afin de limiter les phénomènes de ruissellement en direction du captage.  
Mise en place sur la canalisation du trop-plein de la source de dispositifs anti-retour, et anti-intrusion et protection vis-à-vis des animaux.

La collectivité dispose d'un délai de **DEUX ANS**, à compter de la notification du présent arrêté pour procéder à l'exécution de ces travaux.

## **ARTICLE 9 - ANNEXION AUX DOCUMENTS D'URBANISME**

Les servitudes et les documents graphiques afférents aux périmètres de protection sont annexés au plan local d'urbanisme de la commune de TOURNEBU dans un délai de TROIS MOIS suivant la notification de l'arrêté préfectoral dans les conditions fixées aux articles L 126-1, R 123-22 et R 126-3 du Code de l'Urbanisme.

Le Maire de la commune de TOURNEBU devra transmettre un justificatif attestant l'annexion des servitudes au plan local d'urbanisme.

### **Section V Dispositions générales**

## **ARTICLE 10 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRETE**

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application du présent arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

## **ARTICLE 11 - MISE EN CONFORMITE**

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les installations existantes devront éventuellement faire l'objet d'une mise en conformité dans un délai de **UN AN** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

## **ARTICLE 12 - INFORMATION - PUBLICITE - NOTIFICATION**

Le présent arrêté sera :

- mis à disposition du public, affiché à la porte de la mairie de TOURNEBU ou tout autre lieu habituel d'affichage pendant une durée de deux mois. Le maire de la commune de TOURNEBU conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées,
- publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, également accessible sur le site internet de la Préfecture du Calvados, [www.calvados.pref.gouv.fr](http://www.calvados.pref.gouv.fr), lequel devra être mis à disposition du public pendant un an au moins.

Une mention de l'affichage à la mairie de la commune de TOURNEBU est insérée, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, en caractères apparents dans deux journaux locaux.



Un extrait de cet acte est adressé par le bénéficiaire des servitudes, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à chacun des propriétaires de terrains situés à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le bénéficiaire des servitudes transmet à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans un délai de SIX mois après la signature du Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

### **ARTICLE 13 – DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de CAEN.

• **En ce qui concerne la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative – par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois, à compter de son affichage en mairie.

• **En ce qui concerne les servitudes publiques**

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative – par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

• **En ce qui concerne le Code de l'Environnement**

En application des articles L 211-6, L 214-10, L 216-2 du Code de l'environnement et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 de ce même Code :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois, à compter de la notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans, à compter de la publication ou de l'affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la mise en activité de l'installation.

### **ARTICLE 14 – DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Les usagers de l'eau concernés par les travaux de dérivation des eaux ou les propriétaires, locataires et autres ayant-droits des terrains grevés de servitudes sont, à défaut d'accord amiable, indemnisés par le maître d'ouvrage, des préjudices directs, matériels et certains qu'ils peuvent prouver leur avoir été causés auprès de la juridiction compétente.

### **ARTICLE 15 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION**

Les agents de l'administration chargés du contrôle, et ceux mandatés par l'administration, doivent pouvoir accéder à tout moment au point de prélèvement et aux installations connexes. Sur leur demande, le maître d'ouvrage et son exploitant doivent leur fournir les moyens et informations nécessaires au contrôle.

Tout accident, incident ou toute situation susceptible d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau par le non-respect des dispositions du présent arrêté doit être porté dans les meilleurs délais à la connaissance du Préfet du Calvados (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales) accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

### **ARTICLE 16 - SANCTIONS**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la Santé Publique, le fait de dégrader les ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

En application du Code de l'Environnement, quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues aux articles L.216-6 et suivants.

#### **Article 17 – MENTIONS D'EXECUTION**

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie leur sera adressée pour information :

- M. le Préfet de la Région de Basse-Normandie, Préfet du Calvados,
- M. le Président du Syndicat d'alimentation en eau potable de la LAIZE,
- M. le Maire de TOURNEBU,
- Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Mme la Directrice Départementale de l'Equipeement et de l'Agriculture,
- M. le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Basse-Normandie,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement de Basse-Normandie,

Fait à CAEN, le 24 AVR. 2009

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
La Directrice Départementale  
des Affaires Sanitaires et Sociales

  
Maureen MAZAR

#### **Liste des annexes jointes :**

- plan parcellaire
- états parcellaires